



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté du 12 DEC. 2024 mettant en demeure la société **SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8** à **GRAND-COURONNE** de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2009 autorisant la société SAS AMB PORT OF ROUEN à exploiter diverses installations sur le territoire de la commune de GRAND-COURONNE, et les changements d'exploitants successifs jusqu'à la prise de responsabilité par SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 ;
- Vu l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 17 janvier 2023 imposant à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 des prescriptions de mise en sécurité et de mesures immédiates prises à titre conservatoire pour son site situé dans la commune de GRAND-COURONNE ;
- Vu l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 mars 2023 imposant à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 des prescriptions dans le cadre de la gestion et du traitement in situ des eaux pluviales de ruissellement sur le site sinistré à la suite de l'incendie survenu sur son site le 16 janvier 2023 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 dans le cadre de la gestion et du traitement de la pollution des eaux souterraines à la suite de l'incendie survenu sur son site le 16 janvier 2023 ;

- Vu l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 modifiant l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 relatif aux prescriptions applicables à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8, sise à GRAND-COURONNE, dans le cadre de la gestion et du traitement des eaux d'extinction stockées sur des sites extérieurs, de la pollution des eaux souterraines et des déchets à la suite de l'incendie survenu sur son site le 16 janvier 2023 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°24-070 du 20 novembre 2024 portant délégation de signature à Mme Hélène HESS, sous-préfète chargée de mission, secrétaire générale adjointe, chargée de l'intérim des fonctions de secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfète de Rouen ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées et le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel en date du 19 novembre 2024 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courriel en date du 5 décembre 2024 ;

CONSIDÉRANT

qu'à l'occasion de la visite de l'établissement exploité par la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 le 6 novembre 2024, l'inspection des installations classées a constaté les faits suivants constituant des manquements aux dispositions suivantes :

- à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié susvisé :
 - arrêt du fonctionnement de la barrière hydraulique d'une part, et démantèlement en cours d'autre part. (non-conformité à l'article 2.1) ;
 - absence de pompage et de traitement des eaux issues des réseaux du site devant représenter une rétention libre en tout temps. (non-conformité à l'article 3) ;
- à l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 susvisé :
 - absence de transmission d'un bon de commande relatif au déblaiement des déchets de la cellule n°1 (non-conformité à l'article 2) ;

que certaines de ces anomalies ont déjà été relevées par l'inspection des installations classées dans le rapport retraçant la visite du 23 mai 2024 ;

que l'article L. 541-4 du code de l'environnement précise notamment que : « *les dispositions du présent chapitre s'appliquent sans préjudice des dispositions spéciales concernant notamment les installations classées pour la protection de l'environnement* », et qu'en conséquence le droit des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et le droit des déchets peuvent coexister ;

qu'en conséquence, la prise d'arrêtés préfectoraux à l'encontre de BLUE SOLUTIONS et BOLLORE LOGISTICS au titre du droit des déchets ne rend pas caduques les arrêtés pris au titre du droit des ICPE pour la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 ;

que le délai de mise en conformité proposé dans le présent arrêté pour la remise en route du confinement hydraulique et du traitement des eaux des réseaux paraît adapté, compte tenu de l'urgence à remettre en route le pompage pour éviter les dommages à l'environnement, mais aussi du fait que le procédé de traitement est déjà identifié et qu'une partie des équipements est déjà sur place ;

que le délai de mise en conformité pour fournir un bon de commande pour le retrait des déchets de la cellule 1 paraît adapté, compte tenu qu'un prestataire est déjà identifié et qu'un chiffrage du 27 mai 2024 est déjà disponible ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur la commune de GRAND-COURONNE ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime par intérim

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 (n°SIRET : 904 768 801 00022), dont le siège social est situé 46 rue de Lagny 93100 MONTREUIL, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes pour son établissement situé sur la commune de GRAND-COURONNE :

- l'article 2.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié susvisé, en réinstallant et en exploitant un confinement hydraulique conforme traitant les eaux souterraines polluées du site avant le 28 février 2025 ;
- le titre 3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié susvisé, en maintenant un niveau d'eau dans les réseaux de son site le plus bas possible, conformément à la gestion et au traitement décrits dans son arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 mars 2023 susvisé avant le 28 février 2025 ;
- la 2^e phrase du 1^{er} alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2024 susvisé, en fournissant un bon de commande relatif au déblaiement des déchets de la cellule 1 avant le 31 janvier 2025.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L.171-8-II du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de GRAND-COURONNE pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5

La sous-préfète chargée de mission, secrétaire générale adjointe, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfète de Rouen par intérim, la maire de la commune de GRAND-COURONNE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8.

Fait à ROUEN, le

12 DEC 2024

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Hélène HESS